

RAPPORT ANNUEL DE PROJET
(Année 2017)

Tableau synthétique des résultats et des ressources

N° du Projet:	CIV 10-00101219
Titre du Projet :	Programme National d'Appui aux Réformes Institutionnelles et à la Modernisation de l'Etat (PRIME)
Effet du plan stratégique du PNUD	Les institutions nationales et locales ainsi que les organisations de la société civile sont restaurées et les capacités de bonne gouvernance sont renforcées.
Effet(s) CPD	Les institutions étatiques et non étatiques, mettent en œuvre des politiques publiques qui renforcent la gouvernance et la cohésion sociale pour réduire les inégalités
Produit(s) CPD	Les institutions républicaines notamment le Parlement, la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance assurent le contrôle démocratique de l'action publique et la participation citoyenne.

	Activité 1 : Renforcement des institutions démocratiques, de la participation citoyenne et du contrôle citoyen	Activité 2 : Renforcement des capacités de l'administration publique	Activité 3 : Coordination du Programme
Situation de référence	<p><u>Appui parlementaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Plan stratégique de développement du Parlement (2012-2016) élaboré avec le soutien du Bureau Pays en 2012 Un guide méthodologique de rédaction des actes législatifs élaboré en 2015 avec le soutien du Bureau Pays <p><u>Appui à la participation citoyenne</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Stratégie 2014-2017 du PNUD pour la jeunesse lancée en août 2014 par le Bureau Pays 2 plateformes de jeunesse mises en place avec le soutien du PNUD (Plateforme d'Appui aux Organisations de Jeunesse (PAOJ) en 2013 et Réseau Ivoirien des Jeunes Leaders pour l'Intégrité en 2014 1 plateforme de la société civile sur le contrôle citoyen de l'action publique mise en place en 2014 avec le soutien du PNUD 	<p><u>Réforme administrative</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Un cadre stratégique de réforme administrative pour la période 2012-2015 élaboré en 2012 avec l'appui du PNUD Une étude sur les lourdeurs administratives réalisée en 2011 avec l'appui du PNUD Une étude sur les besoins de perfectionnement des Agents publics réalisée en 2011 avec l'appui du PNUD 	<ul style="list-style-type: none"> Le Programme National d'Appui aux Réformes Institutionnelles et à la Modernisation de l'Etat (PRIME) succède au Programme d'Appui à la Gouvernance (PAG) mis en œuvre entre 2010 et 2016. Il a été construit sur les acquis du PAG et devra contribuer à l'accélération des réformes en matière de modernisation de l'Etat.

	<p><u>Appui à la promotion de la bonne gouvernance et à la lutte contre la corruption</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 loi portant prévention et lutte contre la corruption élaborée et adoptée en 2013 avec le soutien du PNUD ▪ 1 Réseau des Parlementaires sur la lutte contre la corruption mis en place en 2014 avec le soutien du PNUD (APANC Côte d'Ivoire) <p><u>Appui à la promotion du genre</u> Document de politique nationale sur l'égalité des chances, l'équité et le genre disponible depuis 2009</p>		
Activités prévues	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Appui au renforcement institutionnel de l'Assemblée nationale</u> à travers la : <ul style="list-style-type: none"> - finalisation du Plan Stratégique de Développement de l'Assemblée nationale - l'élaboration du projet de Résolution portant Règlement de l'Assemblée nationale ▪ <u>Appui au processus MAEP</u> à travers le soutien au Secrétariat continental du MAEP pour la production de 3 backgrounds paper dans le cadre de l'élaboration du Rapport national MAEP pour la Côte d'Ivoire 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration du Cadre Stratégique de Modernisation de l'Administration Publique (période 2017-2020) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place des organes de gouvernance du PRIME (Comité de Pilotage, Direction Nationale, Equipe Projet) ▪ Plaidoyer pour le positionnement institutionnel du Projet ▪ Exécution du PTA

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Appui au renforcement de la participation citoyenne des jeunes</u> à travers l'organisation du camp ouest africain des jeunes francophones sur le thème de la participation citoyenne pour le renforcement de la démocratie ▪ Appui à la promotion du genre à travers le soutien à l'organisation de : <ul style="list-style-type: none"> - l'édition 2017 des 16 jours d'activisme - la conférence internationale Femmes, Numérique et Développement de l'ONG FENUD - le colloque de l'ONG RAFFA sur l'autonomisation des femmes ▪ Appui à la lutte contre la corruption à travers l'organisation d'un voyage d'échanges d'expériences au Sénégal 	
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

Résultats attendus	<p>L'Assemblée nationale est dotée de mécanismes institutionnels renforcés pour mieux conduire sa mission avec la mise en place d'un Plan Stratégique de Développement pour la période 2017-2020 et l'adoption d'un nouveau Règlement consolidant la démocratie au sein de l'Institution.</p> <p>Les orientations en vue du renforcement des Institutions en charge de la promotion de la bonne gouvernance sont bien identifiées à travers le Rapport national MAEP.</p> <p>Les capacités des organisations de jeunesse sont renforcées afin de favoriser le renforcement de la participation citoyenne des jeunes à la vie publique.</p> <p>Les capacités des organisations féminines sont renforcées pour favoriser le dialogue en faveur d'une plus grande participation des femmes à la vie publique.</p> <p>Des pistes sont identifiées en vue d'un renforcement de l'appui du Bureau Pays à la lutte contre la corruption.</p>	<p>Le Cadre Stratégique de Modernisation de l'Administration Publique est élaboré.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les Organes de pilotage du projet sont installés. 2. Le PTA est exécuté avec un taux de 100%.
Indicateur(s) et cible(s) annuelle(s)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Au moins 2 études/textes sont élaborés pour le développement institutionnel du Parlement ▪ 3 études sont réalisées dans le cadre de la préparation du Rapport national MAEP 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 étude portant Cadre Stratégique de Modernisation de l'Administration Publique réalisée 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'équipe projet (le Coordonnateur et l'Assistante Administrative et Financière) est recrutée. ▪ 1 réunion du Comité de Pilotage organisée

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Au moins 80 jeunes leaders issus d'organisations de jeunesse de la sous-région ouest africaine sont formés en matière de démocratie et de participation citoyenne ▪ Au moins 2 rencontres sont organisées en vue du renforcement des capacités des organisations féminines ▪ 1 mission d'échanges d'expériences en matière de prévention et de lutte contre la corruption est organisée. 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ La Direction nationale est formellement désignée. ▪ Taux de delivery attendu à fin décembre 2017: 100 %
Résultats obtenus (Taux réalisation)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le projet a permis de doter l'Assemblée nationale d'un Plan Stratégique de Développement pour la période 2017-2020 et aidé l'Institution à réviser son Règlement qui est le texte de base qui organise les modalités de son fonctionnement interne et de ses rapports avec les autres Institutions. 2. Le projet a soutenu la réalisation par le Secrétariat continental du MAEP, de 3 études de référence sur la Côte d'Ivoire dans les domaines de la gouvernance démocratique et politique, de l'environnement des affaires et de la gouvernance économique. Ces études, en facilitant l'examen du Rapport national MAEP soumis par la Côte d'Ivoire, devraient à terme permettre au pays de 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Un document portant cadre stratégique de modernisation de l'administration publique a été élaboré. Toutefois, le processus de validation technique se poursuit notamment au niveau des services du Premier Ministre. <p>Taux de réalisation : 80 %</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'équipe projet a été recrutée et mise en place. 2. La Direction Nationale a été formellement installée. 3. Le delivery à fin décembre 2017 : 100% <p>Taux de réalisation : 75 %</p>

	<p>disposer d'un Rapport de qualité pour aider à l'amélioration de la gouvernance.</p> <p>3. 105 leaders d'organisations de jeunesse issus de 10 pays de la CEDEAO ont vu leurs capacités renforcées pour prendre une part plus active dans la vie publique de leurs pays respectifs. Ces jeunes ont été sensibilisés et formés à la démocratie et aux outils de participation citoyenne à travers l'organisation d'un Camp de jeunesse.</p> <p>4. Le projet a soutenu 3 initiatives en faveur de la promotion du genre à savoir une conférence internationale sur le thème « <i>oser la transformation numérique et inclusive et l'innovation au féminin</i> », un colloque sur le thème « <i>Femmes, pauvreté et développement : défis et enjeux</i> » et la célébration des 16 jours d'activisme. Ces différents appuis ont contribué à l'intensification du débat sur la promotion du genre.</p> <p>5. Le projet a soutenu la participation du Bureau Pays à une mission de partage d'expériences au Sénégal à l'occasion de la célébration de la journée internationale pour la lutte contre la corruption. Ce voyage avait pour but de s'imprégner des bonnes pratiques mises en œuvre par ce</p>		
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

	pays qui se classe parmi ceux qui font des progrès importants dans le classement de Transparency International (Indice de Perception de la Corruption).		
	Taux de réalisation : 100 %		
Partenaires de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Assemblée nationale ▪ CN-MAEP ▪ Ministère de la Promotion de la Femme ▪ Organisations de jeunesse (PAOJ) ▪ Organisations de promotion du genre (FENUD, RAFFA) ▪ SNRC 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public ▪ SNRC 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ SNRC
Total des dépenses	109 625	17 087.73	39 362.94

Rapport financier du Projet

Budget prévu du Projet	166 076.17
Total des dépenses du Projet (y compris dépenses de fonctionnement)	166 076.17
Taux d'exécution	100 %

Section narrative : Description du Projet, Résultats obtenus, analyse des performances et enseignements tirés majeurs

Brève description du contexte	<p><i>Courte description du contexte dans lequel le projet s'est déroulé o Quels ont été les problèmes et/ou défis majeurs rencontrés dès le démarrage du projet ?</i></p> <p>La Côte d'Ivoire est en reconstruction depuis 2011 grâce aux efforts entrepris par le Gouvernement. Le pays a connu un redressement remarquable avec un taux de croissance de plus de 8,5% enregistré au cours des dernières années. Si la situation macro-économique est satisfaisante, beaucoup de défis restent encore à relever sur le plan social et en matière de promotion de la gouvernance. Malgré les progrès enregistrés, l'amélioration de la qualité des institutions et de la gouvernance continue de demeurer un défi important.</p> <p>En réponse à cette problématique, la Côte d'Ivoire s'est dotée d'un nouveau PND pour la période 2016-2020 avec comme premier objectif stratégique, d'adresser les préoccupations en matière de bonne gouvernance.</p> <p>Développé par le Gouvernement avec l'appui du PNUD, le Programme National d'Appui aux Réformes Institutionnelles et à la Modernisation de l'Etat (PRIME) s'inscrit sous cet objectif stratégique avec pour ambition d'être une véritable plateforme de pilotage du processus de modernisation de l'Etat.</p>
Brève description du projet	<p><i>Courte description du projet o De quel type de projet s'agit-il? o Quels étaient les produits majeurs de ce projet et les résultats escomptés?</i></p> <p>En lien avec le Cadre de coopération 2017-2020 Gouvernement de Côte d'Ivoire-Système des Nations Unies, le PRIME vise à contribuer à la modernisation de l'administration publique et au renforcement des mécanismes redditionnels transparents et des espaces de dialogue inclusifs dans le respect de l'équité et de l'égalité de genre. Le projet cible les deux (2) résultats opérationnels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les Institutions démocratiques sont renforcées pour le plein exercice de leurs fonctions et favorisent la participation et le contrôle citoyens. - l'administration publique dispose de capacités et compétences accrues pour une conduite plus efficace des politiques de développement, prenant en compte l'approche sensible au genre et aux droits humains <p>En référence au plan stratégique du PNUD (2014-2017) et au CPD (2017-2020), le projet est aligné sur l'effet 2 du plan stratégique "Les attentes des citoyens en termes de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité sont satisfaites grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique" et vise à contribuer à l'outcome ci-après du CPD : Les institutions étatiques et non étatiques, mettent en œuvre des politiques publiques qui renforcent la gouvernance et la cohésion sociale pour réduire les inégalités.</p>

**Réalisations majeures
/Résultats**

Description des résultats obtenus/ o Réalisations/succès majeurs ? o Quels facteurs ont favorisé la réalisation de ces succès ?

Démarré au mois d'Août 2017, le PRIME a eu moins de cinq (5) mois de fonctionnement effectif en 2017. Les réalisations majeures du projet, obtenues durant cette période relativement courte et partagée la mise en place des organes de gestion du projet et la mise en œuvre des activités opérationnelles, sont décrites ci-après.

En matière de renforcement des institutions démocratiques, le projet a permis de consolider le développement institutionnel de l'Assemblée nationale en contribuant à doter cette Institution d'un Plan Stratégique de Développement pour la période 2017-2020. Ce document devrait aider l'Assemblée nationale à accroître ses performances à travers une meilleure planification de ses activités non seulement en termes opérationnelles mais également en matière de renforcement des capacités des députés et des fonctionnaires parlementaires. Le projet en soutenant par ailleurs la révision du Règlement de l'Assemblée nationale permet à l'Institution d'améliorer ses modalités de fonctionnement interne et d'aligner les mécanismes régissant ses rapports avec les autres Institutions sur les dispositions de la nouvelle constitution du 8 novembre 2016.

Sur le plan du renforcement de la bonne gouvernance, le projet a soutenu la réalisation par le Secrétariat continental du MAEP, de 3 études de référence sur la Côte d'Ivoire dans les domaines de la gouvernance démocratique et politique, de l'environnement des affaires et de la gouvernance économique. Ces études, en facilitant l'examen du Rapport national MAEP soumis par la Côte d'Ivoire, devraient à terme permettre au pays de disposer d'un Rapport de qualité pour aider à l'amélioration de la gouvernance.

En matière de participation citoyenne, le projet a soutenu le renforcement des capacités d'une centaine de leaders d'organisations de jeunesse issus de dix (10) pays de la CEDEAO. Le but de cette action était de mobiliser les jeunes en vue de les inciter à une participation plus accrue à la vie publique notamment en matière de contrôle citoyen de l'action publique et de participation à la gestion des affaires locales (participation aux élections, etc).

Afin d'aider au renforcement des actions du PNUD en faveur de la lutte contre la corruption, le projet a soutenu l'organisation d'une Mission d'échanges d'expériences au Sénégal. Les conclusions de cette Mission aideront à la réflexion pour les interventions futures du Bureau Pays dans ce domaine.

En matière de promotion du genre, le projet a soutenu trois (3) initiatives en vue du renforcement du dialogue politique pour une participation plus accrue des femmes à la vie publique. Une conférence internationale, un colloque et les

	<p>festivités marquant la célébration par le Ministère de la Promotion de la Femme des 16 jours d'activisme ont ainsi bénéficié d'un soutien du projet.</p> <p>Enfin, dans le cadre de sa contribution à la construction d'une administration publique plus efficace et plus transparente, le projet, en appui au Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public et au Secrétariat National au Renforcement des Capacités (SNRC), a soutenu la réalisation d'une étude portant élaboration d'un Cadre Stratégique de Modernisation de l'Administration Publique (CSMAP). Cette action a permis la mise à disposition d'un document provisoire qui reste encore en examen notamment au niveau des services du Premier Ministre. Le projet poursuivra son appui à la finalisation du processus au cours de l'année 2018.</p>
Prise en compte des thématiques transversales	<p><i>Description des activités du projet en lien avec le genre, le VIH, les droits de l'homme et/ou le renforcement des capacités. Comment les thématiques genre et VIH ont été concrètement prise en compte dans la mise en œuvre du projet</i></p> <p>Le projet dans le cadre de sa composante 1 relative au renforcement des institutions démocratiques a soutenu diverses initiatives en faveur du genre tel qu'indiqué dans le point relatif aux réalisations majeures.</p>
Enjeux majeurs, contraintes et solutions	<p><i>Brève description des défis majeurs rencontrés par le projet ? o Quels ont été les défis majeurs/lacunes/circonstances imprévues pour ce projet? o Comment ces défis/lacunes/circonstances ont-ils/elles été géré(s) ? o Les résultats attendus du projet ont-ils été réalisés? Si non, quels changements faudrait-il apporter afin que ces résultats soient réalisés dans le futur ?</i></p> <p>Le projet est un projet d'appui institutionnel. Il vise à soutenir la réforme de l'Etat. De ce point de vue, le projet doit bénéficier d'un portage politique qui soit le plus possible. Dans cette perspective, des contacts sont en cours avec le Cabinet du Premier Ministre pour permettre une implication étroite de la Primature dans les instances de gouvernance du projet. Cela devrait ensuite faciliter le dialogue conduit par le projet auprès des acteurs nationaux et au delà, auprès des autres partenaires au développement dont l'appui est requis pour certaines actions prévues dans le document de projet.</p>
Enseignements tirés	<p><i>Description des enseignements tires majeurs de ce projet o Qu'est-ce qui aurait pu être fait différemment ? o Quelles sont vos recommandations afin d'améliorer une programmation future ou pour améliorer d'autres projets similaires en cours o Quelles erreurs pourraient être évitées si cette initiative devait être reproduite ? o Serait-il facile de répliquer les résultats/succès dans un autre contexte ?</i></p>

	Le projet ayant démarré il y a moins de six (6) mois, nous n'avons pas encore suffisamment de recul pour formuler des enseignements objectifs. Des leçons pourraient être tirées au terme de la première année d'exécution.
Analyse des performances et Effets catalytiques du projet	<p><i>Quelles est la performance du projet (comparaison entre activités prévues/réalisées)</i> <i>Quels sont les effets catalytiques à noter</i></p> <p>Toutes les activités inscrites dans le Plan de Travail ont été réalisées. Les résultats obtenus par le projet notamment en matière de consolidation institutionnelle de l'Assemblée nationale devrait permettre à l'institution parlementaire d'accroître ses performances notamment dans un contexte où une seconde chambre vient d'être créée au sein du Parlement.</p>
Perspectives pour la prochaine année	Les contacts avec la Primature seront intensifiés afin d'assurer l'appropriation du projet par le Cabinet du Premier Ministre. Une table ronde des partenaires est également envisagée afin d'aider à la mobilisation des ressources pour le projet dont le financement n'est pas encore totalement bouclé.

Rapport préparé par : Sékou BAMBA

Titre : Coordonnateur National PRIME

Date : 12/01/2018

Rapport revu et validé par : Giscard KOUASSI

Titre : Spécialiste Programme Gouvernance

Date : 12/1/2018